

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

GISCARD : UN AVEU D'IMPUISSANCE

Dans une interview publiée ce lundi dans l'hebdomadaire bourgeois «L'Express», Giscard d'Estaing fait le point sur la situation politique de son gouvernement et indique la voie qu'il a choisie pour empêcher le succès électoral de l'opposition parlementaire de l'Union de la gauche.

Cette interview est avant tout un appel au RPR qui, on le sait, veut derrière Jacques Chirac, faire sa campagne à lui.

Giscard d'Estaing réaffirme dans l'interview au directeur de l'Express les deux conditions pour gagner les élections : « 1. la réussite de la politique économique et sociale.

2. la crédibilité de la

majorité quant à sa capacité de construire l'évolution à venir de la France ».

A en juger par l'accueil réservé par les travailleurs aux deux plans Barre, ça semble mal parti ; ce que Giscard reconnaît en se lamentant :

« Il est impossible de gouverner sans un climat d'adhésion et d'assentiment national... » déclare-t-il.

Plutôt résigné à ne pas disposer d'un tel climat de collaboration des classes pour le plus grand profit du capital monopolisateur, Giscard fait la leçon au RPR :

« Mon action est de dire à la majorité : Vous devez conquérir ces 20% (intermédiaire entre la majorité et l'union de la gauche). Il ne

faut pas vous exalter ou vous durcir dans ce que vous êtes, cela ne sert à rien, il faut conquérir ces 20% ! ».

Parlant ensuite des moyens que la majorité doit mettre en application pour gagner les élections de 78, Giscard d'Estaing a lancé une claire mise en garde au RPR de Chirac :

« Mon idée n'est pas de chercher un système ayant pour objet l'élimination des députés UDR qui ont soutenu l'action du gouvernement. Il y a une seule programme sur lequel s'entend l'ensemble de la majorité, il n'y a aucune raison que telle ou telle famille se regroupe avec telle autre. Chacun défendra ses cou-

leurs habituelles. Si au contraire une tendance de la majorité refuse le programme proposé par les autres, il peut se faire que ces autres se mettent d'accord pour soutenir le programme qu'elles auront arrêté en commun ».

En fin de compte, à travers l'interview qu'il a donnée à l'Express, Giscard d'Estaing apparaît comme un chef d'Etat bourgeois impuissant à appliquer sa politique dans le pays ; un chef de file monopolisateur coupé de tout soutien qui, tour à tour, sollicite et menace la formation la plus importante de « sa majorité ».

(Suite p.3)

INDEPENDANCE DE DJIBOUTI



HORS DES COMORES, L'ARMEE FRANÇAISE !

Dimanche 8 mai, par 98 % des voix, les habitants du « Territoire des Afars et des Issas » se sont prononcés contre l'occupation coloniale française.

Le vote a été très massif. Il était placé sous la surveillance de commissions de contrôle de la Ligue arabe, de l'OUA et de l'ONU.

Les habitants avaient à se prononcer sur le renouvellement de l'assemblée territoriale. Hassan Gouled sera probablement le président de la nouvelle République.

C'est 115 ans de présence française qui se sont achevés avec ce référendum. L'indépendance a été acquise au prix de la lutte et du sang des peuples des Afars et des Issas.

En 1975, Olivier Stirn osait déclarer à son arrivée à Djibouti : « Etre Français, c'est peut-être le seul moyen d'être indépendants ».

Il faut dire que Djibouti, territoire qui couvre l'étendue d'un petit département français, est un endroit clé. Il commande l'entrée de la mer Rouge et du canal de Suez. Il commande la route du pétrole. C'est, en outre, l'unique débouché maritime de l'Éthiopie. C'est un territoire largement convoité par les deux superpuissances, très actives dans l'océan Indien, en particulier le social-impérialisme russe.

Autant dire que l'impérialisme français mettait peu d'empressement à quitter cet endroit-clé. Le voyage de De Gaulle à Djibouti en 66 se traduit par de gigantesques manifestations populaires. La répression est féroce : des dizaines de morts et des centaines de blessés. Les 25 et 26 mai 75, après le voyage de Stirn, la répression faisait

à nouveau 11 morts.

La présence militaire et administrative avait dû être renforcée : 1 soldat pour 30 habitants, 4 généraux et 40 colonels, 30 000 hommes de troupe, un préfet et 32 hauts-fonctionnaires avant grade de sous-préfet, tout ça pour un pays plus petit qu'un département français. De plus, un barrage électrifié avait été édifié autour de Djibouti après les manifestations qui avaient survies le voyage de De Gaulle.

Le couvre-feu, les déportations de population, la torture étaient chose courante.

Il faut dire que la colère du peuple grondait et se manifestait avec de plus en plus de force.

On comptait 80 % de chômeurs. De plus, pour affaiblir la révolte et la juste lutte du peuple, le colonialisme a introduit et développé la consommation d'une drogue : le Kat.

De 4 à 5 tonnes par jours étaient importées d'Éthiopie avec la complicité de l'administration coloniale à qui cela rapportait 1,5 milliards de « francs-Djiboutis » sur un budget de 3,7 milliards !

A l'heure actuelle, seulement 20 % de la population est scolarisée. On compte un médecin pour 30 000 habitants.

Comme toujours, les Français invoquaient divers prétextes pour essayer de maintenir leur domination : une soi-disant « indépendance » de Djibouti, garantie par l'armée coloniale, ou les problèmes économiques que pourraient créer le départ de la France.

(suite page 2)

« Quand il le faudra, camarades, nous serons du même côté ! »

Samedi 30 avril, la MJCF (Mouvement de la jeunesse du PCF) organisait à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, un rassemblement régional avec l'autorisation et l'aide active de la nouvelle municipalité. PCF elle aussi.

La partie culturelle du rassemblement était assurée par une exposition de photos style Picasso, une table de vente où voisinaient, entre autres chefs d'œuvres, un livre sur la création de l'État d'Israël, des livres du kollabo Pagnol et par un orchestre qui distillait du Sardou pour appâter le client !

Sur la centaine de jeunes présents, un grand nombre n'était d'ailleurs venu que pour l'orchestre. Le meeting débutait par une série de témoignages et un discours à la gloire du Programme commun.

C'était tellement vivant que les jeunes qui ne s'endormaient pas tuaient le temps en discutant de choses et d'autres. C'est dans le débat que les choses s'animent. Une jeune camarade, au nom de la JCMLF, demanda pourquoi dans son lycée, le cercle MJCF n'est apparu qu'une fois en 3 ans (pour les municipales !) et n'est jamais présent dans les luttes.

En guise de réponse et avec un sourire de marchand de dentifrice, le bonze de service demanda à la jeune camarade d'adhérer au MJCF pour le rendre plus dynamique !

Si, bien sûr, quelques excités ont sifflé la camarade, déjà on notait des applaudissements. Puis, dans un silence attentif, un camarade prit la parole au nom des communistes marxistes léninistes de Gardanne. Il

demanda quelle différence il pouvait y avoir entre un jeune apprenti dans une PME et un autre dans une grande boîte monopoliste.

Puis, il expliqua que la crise était inhérente au système capitaliste, pas particulièrement due à Giscard-Barre, et qu'en conséquence, la seule solution pour les travailleurs c'est de prendre le pouvoir, c'est la dictature du prolétariat. Et là, à la surprise générale, pas un seul sifflet dans la salle mais une quinzaine d'applaudissements.

Le camarade demanda alors quelle différence il pouvait y avoir entre Amaury (du Parisien Libéré) et Marchais (des Éditions Vaillant) ; et il finit son intervention en demandant des explications sur la conception de la démocratie du PCF qui semble s'arrêter le soir d'une élection à Gardanne.

Encore une fois le camarade fut applaudi. La réponse fut pitoyable et passa dans l'indifférence générale.

La leçon est claire, les bonzes révisionnistes s'empêchent et les jeunes veulent sincèrement la révolution. Il faut leur montrer qu'un nouveau parti communiste et une nouvelle jeunesse communiste répondent à leurs espoirs. C'est un travailleur honnête du Parti de Marchais qui donna la plus belle conclusion de la soirée : quand les apprentis bonzillons nous menaçaient de mort ou qu'un autre se précipitait écumant de rage, il nous dit : « Quand il le faudra, camarades, nous serons du même côté ».

Correspondant HR



• Grenoble

Danger : amiante

A la Maison de Quartier de Villeneuve de Grenoble, des salles de classe et des ateliers socio-éducatifs avaient été floqués à l'amiante. Le CEPASC a finalement accepté d'enlever ce matériau dangereux mais n'a pris aucune mesure de sécurité.

A Pâques, à l'atelier de tissage, un travailleur immigré employé par une entreprise « spécialisée » a gratté l'amiante pendant trois jours avec un simple masque à peinture.

Plusieurs dizaines de kilos de déchets d'amiante se sont répandus dans toute la zone « Ateliers » du CES qui n'est pas isolée. La ventilation ayant été remise en marche le 12 avril, après un nettoyage sommaire, c'est le tiers des classes du CES (la « zone bleue ») qui présente des risques de

pollution.

Jusqu'à présent, les responsables du CES, du CEPASC et la mairie socialiste sont restés sourds aux démarches des syndicats et aux recommandations de l'inspection du Travail.

Les sections syndicales CGT et CFDT-CEPASC ainsi que les sections SNES et SGEN-CFDT de la Villeneuve exigent notamment :

- la fermeture immédiate de la zone « ateliers » et de la zone « bleue » du CES
- un dépoussiérage avec des filtres spéciaux et un nettoyage minutieux de la zone contaminée

- la vérification du taux de poussières d'amiante par des prélèvements d'air

- une information obligatoire faite par les employeurs sur les dangers auxquels expose l'amiante.

Menaces d'expulsion

Voilà 3 ans que les travailleurs immigrés du 89 rue Fondary à Paris, dans le 15^e, luttent contre l'expulsion. Le 27 avril, le tribunal des référés a rendu le jugement suivant : « expulsion sous réserve de relogement décent ». Un terme bien vague qui les incite à la vigilance et à faire appel au soutien le plus large.

Presse fasciste, presse à abattre

« France-Picardie », torchon qui sert d'antenne régionale au « Parisien Libéré » ose écrire : « ... En France, il y a 30 000 mauvais garçons. C'est bien tout. Il ne faudrait pas faire un effort démesuré pour les abriter ; 5 à 6 camps de concentration tout au plus. Leur éducation, leur surveillance, leur entretien voilà du travail pour les chômeurs... »

Voilà le genre de presse qu'encourage notre régime et que la gauche a promis de tolérer quand elle serait au pouvoir.

Lutte contre la radiale Vercingétorix

Dans le 14^e arrondissement, à Paris, Chirac veut réaliser le projet d'une voie « express » porte de Vanves-Maine-Montparnasse dite « radiale Vercingétorix ».

Ce projet aurait notamment pour conséquence de décapiter nombre d'immeubles dans des quartiers populaires. 36 organisations du 14^e demandent qu'il soit abandonné et remplacé par un « projet d'ensemble privilégiant les transports en commun, les espaces verts et les équipements ».

La protection des consommateurs...

Les consommateurs sont l'objet d'une attention toute particulière. Un projet de loi adopté par le Conseil des ministres vise notamment à éliminer les clauses abusives des contrats de vente, renforcer la lutte contre les tromperies et les fraudes, etc. Il n'y a qu'une seule chose que Mme Scrivener notre « secrétaire d'Etat à la consommation » ou si vous préférez « Mme serrez-vous la ceinture » n'a pas prévu, et pour cause, ... la protection des consommateurs contre la hausse des prix.

La Jeune Garde Rouge est parue

AU SOMMAIRE :

- Jeunes Français et immigrés : tous unis pour le droit au travail !
- Médecine : une réforme réactionnaire
- Corbeil : 4 jeunes torturés dans un commissariat
- Mai 68 vu d'en face
- Récit de voyage : au pays des nouveaux tsars
- Témoignage : quand une fille du peuple veut devenir danseuse
- La lutte pour la libération du jeune militant afro-américain, Gary Tyler, continue, etc...



A 6 semaines de la conférence de Belgrade

Une épine dans le pied de Brejnev (2)

La seconde raison pour laquelle Moscou se trouve embarrassée par cette campagne menée en Occident sur la question des « droits de l'homme », l'Agence Tass l'explique ainsi : les USA, le Canada et les pays d'Europe occidentale se livrent à une « manœuvre » qui consiste à vouloir « concentrer » les travaux de Belgrade sur la mise en application de la 3^e partie des accords d'Helsinki, concernant « l'extension des contacts entre les hommes et la diffusion de l'information », au détriment bien sûr des deux premières parties de l'acte final qui concernent, elles, les « problèmes de sécurité et de coopération économique ».

Tass écrit : « La concentration de l'intérêt à Belgrade sur les questions humanitaires au détriment des questions de coopération politique, commerciale, culturelle, équivaudrait à une tentative de réviser l'essence même de l'acte final et de changer son équilibre politique bien précis. De telles tentatives sont, bien sûr, illégales ».

Cette réaction de l'Agence officielle du Kremlin à la campagne sur les « droits de l'homme » met en lumière un réel embarras et une certaine incertitude de la clique Brejnev à la veille de la conférence de Belgrade.

Elle indique en effet que, si depuis Helsinki, sur le plan militaire le rapport de force a continué d'évoluer rapidement en faveur de l'URSS, sur les plans diplomatiques et politiques cette évolution n'a pas répondu aux espérances qu'entretenait à l'époque le Kremlin.

DES DIFFICULTES POLITIQUES

Et en effet nombre de faits dont les moindres dans la période la plus récente n'ont pas été l'échec total de la négociation américano-soviétique sur la limitation des armements stratégiques (SALT) lors de la visite de Cyrus Vance à Moscou à la fin du mois de mars, puis l'appui logistique décidé par Giscard au Zaïre, attestent de ces difficultés politiques auxquelles est de plus en plus confronté le social-impérialisme russe dans ses relations avec la superpuissance américaine, mais aussi avec nombre de pays capitalistes d'Europe Occidentale.

Sans doute les gouvernements de ces derniers continuent-ils de se refuser à contrer de front les soviétiques et à les dénoncer ouvertement, comme cela est encore apparu le 12 avril dernier lors de l'entretien radiotélévisé de Giscard sur la situation internationale et la politique extérieure de la bourgeoisie française.

Il reste que, même si

c'est par des mesures qui n'osent pas dire leur nom, même s'ils invoquent toutes sortes de raisons pour se justifier, timidement, lorsqu'ils entreprennent de s'opposer à l'URSS, et même si enfin, se laissant intimider et cédant aux pressions, les gouvernants bourgeois de pays comme la France vont jusqu'à prononcer flatteries et concessions à l'adresse du Kremlin pour ne pas trop lui déplaire et pour tenter ainsi de ne pas attirer sur eux, leur attitude contribue, tantôt plus tantôt moins, à l'isoler sur la scène politique internationale.

DANS L'EMBARRAS

De sorte qu'à six semaines de son ouverture, le social-impérialisme s'aperçoit que la conférence de Belgrade risque de ne pas répondre à toutes ses attentes.

En 1975, c'est sans doute en espérant être de taille à lui faire prendre à la première occasion le chemin des oubliettes que le social-impérialisme avait concédé qu'un chapitre de 36 pages, sur les 116 que compte l'acte final d'Helsinki, soit consacré à la « coopération dans les domaines humanitaires et autres ».

Aujourd'hui, l'occasion se présente mais la clique Brejnev prévoit que, loin de pouvoir atteindre cet objectif, elle risque de ne gagner que peu de terrain sur ce sujet que les pays signataires d'Amérique du Nord et d'Europe ont mis en vedette depuis plusieurs mois à seule fin d'essayer, après coup, de limiter la portée de leurs propres concessions — bien plus graves ! — sur le problème de la « détente ».

Car aucune des deux superpuissances, en vérité, ne se soucie réellement des droits de l'homme chez elles ou chez sa rivale et toutes deux n'y voient que prétextes à marchandages.

Embarrassé, le Kremlin montre qu'il l'est, ne serait-ce que par cette déclaration de l'Agence Tass : « Les propositions de certains hommes politiques et de certains organes de presse occidentaux de corriger ou de préciser les formules de l'acte final, que ce soit à propos des mesures visant à renforcer la confiance, ou à propos des questions humanitaires, n'ont pas de raison d'être. La rencontre de Belgrade n'est pas habilitée à réviser, ne serait-ce que d'une lettre, l'acte final ».

NOUVELLES MENACES EN PREVISION

Le ton qu'emploie ainsi le Kremlin pour mettre les autres participants en condition avant les assises de la conférence de Belgrade

pourrait presque être qualifié de défensif, s'il ne s'agissait pas du chef de file d'une superpuissance dont on sait avec quelle arrogance elle recourt à toutes les pressions possibles et imaginables pour tenter de faire céder ceux qu'elle juge trop soucieux d'indépendance, et de mettre les pays les uns après les autres à sa botte.

Car il n'est pas douteux qu'à de telles déclarations officielles vont succéder en coulisse d'innombrables manœuvres, d'innombrables chantages et pressions visant à ramener les pays d'Europe à la raison.

Le voyage que Brejnev doit faire fin juin, dans no-

tre pays, sur invitation de Giscard, n'aura pas d'autre but.

Rien n'empêche d'ailleurs de penser que Moscou a d'ores et déjà chargé d'un message allant dans ce sens le président de la Commission des Affaires étrangères de RDA, Hermann Axen, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du parti révisionniste est-allemand, qui effectue une visite en France du 2 au 6 mai, et qui à cette occasion s'entretiendra avec de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, ainsi qu'avec Jacques Chirac et le président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure.



Indépendance de Djibouti Hors des Comores, l'armée française !

(Suite de la page une)

Ce sont bien là des inventions impérialistes ! Qui peut mieux que le peuple lui-même, comptant sur ses propres forces, garantir son indépendance ?

Quant aux problèmes économiques, c'est bien le départ des colonialistes qui permettra de les résoudre. En effet, Djibouti dispose de ressources qui lui permettront de nourrir son peuple ; d'abord des ressources hydrauliques qui permettront de lutter contre la désertification, de développer l'agriculture (cultures maraichères, fruitières, céréales, fourrage) ; puis les eaux poissonneuses de la

mer Rouge et de l'océan Indien ; des ressources minières (shiste, sel, etc) qui sont encore à développer.

De par son emplacement, Djibouti sera toujours un centre de trafic international intense. Mais l'armée française est toujours à Mayotte, aux Comores, contre la volonté du peuple comorien et contre toutes les lois internationales.

Mais pas pour longtemps. Les peuples d'Afrique s'unissent : le fait que les élections aient été contrôlées par une mission de l'OUA et la Ligue arabe en est un vivant symbole. La victoire des peuples d'Afrique est inéluctable.

Sport



Le football à Thionville Pour unir les ouvriers dans la lutte

Comme on le sait, la bourgeoisie et le capitalisme utilisent à leur profit le football qui est un sport très populaire. Il n'est qu'à voir les récents scandales, les trous dans les caisses, comme à Rennes ou à Marseille, les querelles à Saint-Etienne, l'achat de joueurs comme s'il s'agissait d'une marchandise, les jeux personnels et violents.

Elle utilise ainsi le football pour détourner les travailleurs de la lutte des classes et les diviser en développant le chauvinisme. A Thionville, les travailleurs de SOLOCI-SOLOMI et SATRAM, qui sont en lutte contre les licenciements, organisaient, le 7 mai, un tournoi de football contre les autres usines de la région, dont Usinor.

Le tournoi a permis aux travailleurs de se ren-

contrer et d'échanger leur expérience. Les joueurs qui sont aussi des travailleurs sortent de ce match plus unis. Ce tournoi a permis aux travailleurs d'élargir le soutien à leur lutte. A 15 h était prévu un meeting avec buvette, casse-croute et animation musicale.

De ce tournoi qui se situe au sein du peuple, entre travailleurs menacés de licenciements, ne peut sortir qu'un seul vainqueur : l'unité des travailleurs dans la lutte. N'est-ce pas un foyer Sonacotra qui s'est mis en grève après un match contre un foyer déjà en lutte.

Oui, le sport est un moyen idéal pour permettre aux travailleurs de se rencontrer pour échanger et renforcer leur unité. Nous disons « allez la classe ouvrière ».

SAMEDI
7
MAI
1977

TOURNOI de FOOTBALL au STADE de KOENIGSMACKEL

Organisé par les travailleurs de SOLOCI, SOLOMI, SATRAM au profit des travailleurs en lutte pour les usines de la Région Thionvilloise

TIRAGE au SORT à 12^h30

Participation des équipes de :

SITE, FLAND
SILF, RILAND, BRUSSEUR
SILDT, LONKOS
SMT, REEM

MEETING à 15^h

- Buvette -
- Casse-croute -
- Animation musicale -



Impresso Pouché

Football

La partie est perdue pour Israël

Bientôt, les sionistes vont devoir jouer tout seuls et gagner tous leurs matchs par forfait, comme ce fut le cas au tennis de table à Birmingham où les Chinois ont refusé de les rencontrer. Les pays d'Asie empêchent Israël de disputer des compétitions au sein de leur confédération.

Ils sont d'ailleurs menacés d'expulsion. La Fédération internationale de football leur a donné 9 mois de délai avant de les exclure. Si quelqu'un était exclu, ce serait plutôt l'Etat sioniste que les pays d'Asie. Les 800 millions de Chinois attendent encore à la porte de la FIFA. On veuille bien les admettre. Le football qui doit rapprocher les peuples dans un

esprit d'amitié ne peut pas se pratiquer avec une équipe représentative d'un Etat sioniste qui expulse dans des camps et massacre le peuple palestinien.

Comment faire des compétitions amicales dans ces conditions ? D'autant plus que ce serait donner une caution internationale à l'Etat sioniste, considéré comme normal un Etat qui ressemble comme un frère à l'Etat d'apartheid d'Afrique du Sud. Les Etats d'Afrique boycottent de plus en plus l'Etat de Vorster.

Seule l'Union soviétique vient de garantir aux sionistes que toutes les précautions seraient prises pour éviter qu'il arrive quoi que ce soit aux sionistes pendant les jeux de Moscou.

● Hauts-de-Seine

Halte aux attentats racistes !

Dans la nuit de lundi à mardi 2/3 mai, deux foyers de travailleurs immigrés à Gennevilliers et Colombes furent victimes d'incendies

criminels. Plusieurs travailleurs furent blessés et intoxiqués.

Vendredi dernier, au soir, deux individus rôdaient dans

les environs du foyer Sonacotra de Colombes (rue Colbert) vers 23 h. Les résidents, intrigués par leur attitude et vigilants face aux provocations racistes, s'approchèrent des deux individus, les encerclèrent et font appel à la police. Dans leur voiture, on devait découvrir des bidons de produits incendiaires.

Ces individus sont-ils responsables des incendies criminels de la nuit du 2 au 3 mai à Gennevilliers et à Colombes ? Par qui sont-ils manipulés ?

Ce qui est sûr, c'est qu'il ne faut pas attendre de réponse de la police qui couvre en général ces agissements racistes et leurs responsables, surtout s'ils sont haut-placés.

Ce qui est sûr aussi, c'est que cette vague d'attentats racistes se produit dans une banlieue parisienne où travaillent et habitent des dizaines de milliers d'immigrés et qu'elle vise deux objectifs.

D'un côté, s'opposer aux luttes des travailleurs immigrés qui, aux côtés de la classe ouvrière française, luttent pour leurs droits et leurs revendications, par la grève de la Sonacotra notamment.

Par ailleurs, alimenter une campagne raciste nationale contre l'immigration et essayer de rendre responsable du chômage les travailleurs étrangers, pour mieux préparer l'opinion aux expulsions massives, qui ont déjà commencées.

Ces actes criminels sont à rapprocher d'autres du même type. A Nanterre, dans la cité de transit des Grands Prés (barraques en bois en bordure de l'autoroute), un tract fasciste, injurieux et ordurier, a été mis dans les boîtes aux lettres des familles immigrées disant : « rentrez chez vous, sales bougnouls ! ».

C'est aux marxistes-léninistes, en se liant aux différentes luttes dans les usines et les foyers, en forgeant l'unité de la classe ouvrière de France, Français et immigrés, en lançant un large appel à tous les démocrates et antiracistes, de susciter un important mouvement de masse contre le racisme, arme privilégiée de l'Etat capitaliste et des patrons pour diviser les travailleurs et mieux les exploiter.

Corr. HR (Nanterre)



Giscard : un aveu d'impuissance

(suite de la page une)
A cet égard, en révélant qu'il aurait dissous l'Assemblée si le plan Barre No2 n'avait pas été voté, Giscard exerce une pression directe sur les députés RPR.

Nombre d'entre eux savent qu'ils auraient alors perdu leur confortable fauteuil parlementaire et les avantages de tous ordres qui s'y rattachent.

Une façon comme une autre de prendre ses précautions pour les prochains votes, notamment celui sur le Parlement européen.

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous sommes d'avis qu'il faut se réjouir du désarroi et de la désorganisation qui règnent dans le camp des forces bourgeoises, celles de la majorité mais aussi bientôt dans celles du Programme commun.

Les uns comme les autres manœuvrent pour maintenir le carcan du pouvoir capitaliste. Tout en se plaignant de ne pouvoir gouverner, Giscard a d'ailleurs reconnu à ce propos avec lucidité : « Je suis frappé de voir que les hommes de l'opposition croient qu'il suffirait pour eux d'avoir quelques points d'avance aux élections pour gouverner la France comme ils l'entendraient. C'est une erreur profonde ».

Plus ça change plus c'est comme avant !

Les élections municipales semblent être totalement oubliées par les partis bourgeois. Tout au plus un rappel de temps en temps de la « grande poussée de la gauche ».

Mais précisément : quelles sont les conséquences pour les travailleurs de cette grande « poussée » ? Et dans le même ordre d'idées : quels changements pouvons-nous attendre de l'arrivée de la gauche au pouvoir ?

LE MANS

Comme toutes les municipalités de gauche, celle du Mans se veut démocratique et sociale.

Le côté démocratique, c'est la promesse de créer des comités de quartier, « indispensables à la démocratie municipale ».

Le côté social, c'est le « souci de privilégier les transports collectifs » et surtout de résoudre « l'angoissante question de l'emploi ».

Mais Jarry, le maire, secrétaire départemental du PCF, a ajouté à ce plan le commentaire suivant : « Ce n'est pas parce que la gauche est à la mairie que nous pourrions satisfaire toutes les revendications plus ou moins sectorielles ou partisanses ».

Voilà comment les révisionnistes mettent en avant la volonté de servir tout le monde pour tirer un trait de crayon sur certaines revendications qualifiées de « sectorielles ou partisanses ».

Voilà aussi un langage que l'on n'avait pas entendu avant les élections, où tout

était possible avec la gauche à la mairie.

Pour le chômage, Jarry s'est déclaré impuissant à l'échelon local pour faire face à une crise dont la solution ne dépend pas des élus manceaux.

Quelle valeur peut avoir dans ces conditions la si fameuse « démocratie municipale » ? A quoi peuvent bien servir les « comités de quartiers » ?

ROUBAIX

La nouvelle municipalité d'union de la gauche (la municipalité précédente était socialo-centriste) de Roubaix a reçu les couples qui fêtent leurs noces d'or cette année. Dans cette ville à population largement ouvrière, fêter ses 50 années de mariage, c'est pour tout dire un exploit : bien souvent, après avoir pris leur retraite à 65 ans, les ouvriers et les ouvrières connaissent un rapide déclin de leur santé. Ils étaient 52 couples, d'ouvriers en majorité, à fêter cette année, leurs 50 ans de mariage.

Comment croyez-vous que la municipalité a accueilli ces travailleurs ? Sur les aires de la 2e DB : « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine » ! Ces aires bien connues de l'armée bourgeoise, revendeurs plutôt que patriotiques, ont une fâcheuse résonance pour ces travailleurs : c'est sur l'air de « l'Alsace-Lorraine » qu'ils ont connu la débacle de l'armée bourgeoise et les stalags ; et sur celui de la 2e DB que leurs fils ont dû aller mourir dans les guerres injustes d'Indochine ou d'Algérie.

Puis le nouveau maire « socialiste » a fait un discours sur le thème : « Ces 50 ans de révolution scientifique et technique ».

Comme si les travailleurs présents en avaient bénéficié, comme si ces 50 années n'avaient pas été surtout des années de souffrance, d'exploitation et de lutte !

Au cours de cette réception, les nouveaux élus révisionnistes s'essayèrent à leur nouveau rôle de notables, allant de couple en couple pour leur prodiguer quelques compliments condescendants et en participant à la remise de dons en espèces qu'on reprendra plus tard en impôts locaux.

A propos d'impôts locaux, la nouvelle municipalité (elle aussi de l'union de la gauche) d'une ville voisine, Villeneuve d'Ascq, les a augmentés de 15 %. Pour un changement...



• MFTC — Beauvais Les patrons ont cédé

Les travailleurs de la Manufacture française des tapis et couvertures (MFTC) refusant de courber le dos face à la crise se sont mis en grève tournante avec leurs sections CGT et CFDT pour exiger le 13e mois (Cf article HR du 29/04).

Un piquet de grève bloque la sortie de tout produit. Lors d'une première négociation, les travailleurs qui sont bien décidés à se battre jusqu'au bout rejettent les propositions ridicules de la direction (Willet) qui prétend accorder le 13e mois en y intégrant les primes de vacances et d'assiduité.

Après avoir essayé de bernier les travailleurs, la direction fait savoir qu'elle refuse toute discussion avec les grévistes tant que les camions de produits ne sont pas chargés.

Plusieurs cadres briseurs de grève, aidés par Leroux, huissier à la solde des patrons, suent à grosses gouttes en essayant de charger les camions (spectacle inhabituel). Leur effort est vain car les grévistes ont très vite fait de le décharger.

Face à la démagogie patronale, les travailleurs de la MFTC n'ont pas d'autre choix que de renforcer leur unité de combat dans la lutte classe contre classe.

C'est une sévère leçon que reçoivent les patrons car ils sont obligés de céder le 13e mois (vendredi à 17h).

Beauvais

• Centre de tri postal Landy (Paris)

L'occupation reconduite

Commencée mardi dernier, l'occupation du centre de tri se poursuit. A l'origine, une révolte contre une répression antisyndicale systématique et un manque d'effectifs criant.

La goutte qui avait fait déborder le vase : une menace de répression contre un délégué après une assemblée générale.

Jour et nuit, les grévistes se relaient suivant le rythme habituel de leurs brigades respectives et tiennent une assemblée pour chacune d'entre elles.

Vendredi soir, on comptait de 55 à 80 % de grévistes suivant les brigades. La direction refuse les revendications et a seulement proposé une embauche de 10 employés supplémentaires contre une cinquantaine réclamée.

De plus, quelques misérables tentatives de provocations sont montées contre les grévistes qui, à chaque fois, réagissent avec fermeté et sang-froid, contre les sbires de la direction.

• Monoprix — Ajaccio Grève illimitée

Le personnel syndiqué à 97 % à la CFDT (76 personnes) est en grève depuis le 4 mai pour une durée indéterminée.

Il faut savoir que Monoprix Ajaccio réalise un chiffre d'affaires de près de trois milliards et demi d'anciens francs par an !

Parmi les nombreuses revendications posées par les travailleurs, citons entre autres : le paiement des 3 premiers jours de maladie ; l'application intégrale de la convention collective ; primes de transport et de vie chère ; passage à temps complet pour le personnel à temps partiel ; l'augmentation des effectifs, etc.

D'après un tract de l'Union régionale de la Corse

LYON

MEETING SAMEDI 14 MAI A 20 h 30
— Unité ouvriers-paysans à la ville comme à la campagne.

— Ni plan Barre ni Programme commun
Action révolutionnaire des masses.

22 rue des Pierres Plantées (1er)
(en haut de la Montée de la Grande côte)



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

• Usinor — Thionville

Les ouvriers barrent l'autoroute La CGT débordée

Nous annonçons dans notre édition précédente que, jusqu'à ce jour, presque 1 000 emplois ont déjà été supprimés à Usinor-Thionville, par divers biais, notamment les mutations « de plein gré » dans les usines du groupe.

« Il faut passer aux actes, rassemblement le 6 mai devant la direction ». Ceci n'est pas un appel de militants révolutionnaires aux sidérurgistes, mais un mot d'ordre du cartel syndical. Le cartel se serait-il révélé ? Aurait-il vraiment décidé de passer aux actes ?

C'était la seconde assemblée générale seulement depuis le début du conflit. Un fait positif, c'est que cette seconde assemblée ne se tenait plus en ville comme la première, mais dans l'usine même à 10 heures.

En tout cas, l'appel a été entendu puisqu'un millier de travailleurs sont au rendez-vous. Les conditions sont idéales pour une assemblée générale : du soleil et une bonne sono.

Mais « tenir une assemblée générale c'est trop risqué, on ne sait jamais où ça mène », tel est du moins le point de vue de la CGT qui s'en tient fermement à la tradition des discours révisionnistes.

Après quoi, on envoie une délégation à la direction pour exiger la « modernisation de l'usine ». On brûle sur la chaussée un paquet de lettres de mutation... et en avant une fois de plus vers la sous-préfecture.

Mais des travailleurs combattifs, liés à la CFDT pour la plupart, en ont ras-le-bol du sous-préfet et des palabres à huis-clos.

Ils ont une idée derrière la tête qu'ils vont soumettre à la CGT et qu'ils sont bien décidés à appliquer malgré l'opposition de celle-ci : bloquer l'autoroute qui relie Metz-Thionville-Luxembourg pendant que la délégation du cartel discutera, selon la coutume, avec le sous-préfet.

Le rond-point de l'entrée sud de Thionville est envahi et un groupe décidé, entraînant même des militants CGT, se dirige calmement vers la bretelle et prend position sur le pont autoroutier. L'autoroute sera bloquée pendant 3/4 d'heures et le rond-point pendant une heure et demi.

Quant aux travailleurs combattifs, ils sont contents de l'opération et ne cachent pas qu'ils ont d'autres idées derrière la tête : « On l'a

vue la CGT » disent-ils avec le sourire. Nul doute que cette initiative va redonner confiance aux travailleurs et accélérer l'évolution des choses.

Par ailleurs, la direction d'Usinor demande aux sidérurgistes de forcer la production d'acier en mai, donc à deux mois de la fermeture définitive, pour remédier à un arrêt accidentel d'un haut fourneau de Dunkerque.

De ce point de vue, la grève de 24 h décidée pour

le 17 mai par la CGT et la CFDT de la métallurgie, se présente dans des conditions favorables. Si grève il y a, il n'est pas du tout certain que le travail reprendra le 18 à Thionville.

Les assemblées générales sont indispensables dans tout conflit. De telles actions (blocage des routes) ont bien sûr leur intérêt. Mais cela n'est pas suffisant pour faire reculer Usinor. Le mot d'ordre « Union-Action-Occupation » reste plus que jamais à l'ordre du jour.

• Contes (près de Nice)

Les travailleurs d'Alessandro ont gagné !

En grève depuis le 4 avril, occupant l'usine depuis le 17, les travailleurs d'Alessandro à Contes (près de Nice) ont lutté pour obtenir la satisfaction de leurs revendications de salaires, conditions d'hygiène et de travail, prime de panier.

Devant la détermination des travailleurs, le patron a utilisé la force et les fait expulser le lundi 8 mai à 5 h 30 du matin. Le jour même, un piquet de grève est organisé pour empêcher l'entrée des patrons, contre-maitres, flics et non-grévistes.

Le jeudi 5 mai à 7 h du matin, 6 cars de flics ont essayé d'intimider, de menacer les 48 grévistes et leurs camarades des autres usines qui étaient venus leur apporter leur soutien. Loin d'être impressionnés, les travailleurs se sont solidarisés, en un seul bloc, et le rapport de forces était tel que les flics, les non-grévistes et le patron ont été repoussés.

Le patron n'a pas pu rentrer dans l'usine ; les travailleurs avaient bloqué son bureau en mettant 100 caisses derrière la porte.

Le jour même, le patron convoquait une délégation de travailleurs pour entamer des négociations et finalement accepter leurs revendications (sauf la prime de panier). Un papier était signé par le patron, interdisant toute brimade, vexation, mutation, licenciement.

Les travailleurs exigent que les conditions d'hygiène et de sécurité (aération et chauffage) soient améliorées dans les plus brefs délais.

Le caractère de cette lutte : les ouvriers d'Alessandro ont lutté tous unis, ouvriers Français et immigrés, hommes et femmes, confiants dans leur force et dans le combat qu'ils menaient.

Ils n'ont fait confiance qu'à eux-mêmes et ont appris à s'organiser dans la lutte. En rédigeant eux-mêmes les tracts, en or-

ganisant une campagne de popularisation, allant eux-mêmes contacter les autres boîtes en grève, échanger les expériences, recevoir de l'aide ; mettant de plus en plus leurs idées au service de la lutte et de la victoire.

Dans une telle unité de classe, ils ont pu rejeter les manœuvres de démoralisation de la CGT appelant à la reprise du travail, à la suppression du piquet de grève. Ils ont fait face aux pratiques de démoralisation de la municipalité PCF qui voulait mettre en avant la force des flics et des patrons. Les travailleurs affirment que leur victoire est un exemple que doivent suivre les ouvriers de la région. Déjà plus de 7 boîtes sont en lutte dont 3 sont occupées : Alsthom, König's et Giordan qui vient de gagner. La classe ouvrière des Alpes-Maritimes est à l'offensive et n'est pas prête à céder devant les patrons et les bonzes syndicaux, la lutte de classe paie. Correspondant HR.

• Plâtrières de France

Lutte à l'usine de St-Pierre-les-Martigues

La direction de l'usine, s'appuyant sur le plan Barre, propose une augmentation annuelle des salaires limitée à 6,5 %. Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et exigent 5 % de plus, ainsi que l'augmentation à 15 F pour tous et par jour du déplacement la prime d'ancienneté calculée sur la base de 1 % par an d'ancienneté et le 13e mois sur le 1/12 du salaire total de l'année.

Pour appuyer leurs re-

vendications, les ouvriers, depuis un mois environ, ne font plus une heure supplémentaire ce qui fait que les contre-maitres sont obligés de travailler en poste à la production et que le patron n'a plus une journée de stock de plâtre d'avance.

La direction propose alors une augmentation dérisoire du déplacement (1 F par jour) et une prime exceptionnelle de 100 F (en juillet 1).

Le 13 avril à 9 heures, tous les travailleurs de Saint-

Pierre arrêtent le travail pour 24 h, immobilisant des dizaines de camions venus charger de plâtre.

Le 4 mai à 8 heures, les ouvriers de toutes les usines (Saint-Pierre, Mazan, Caresse, etc.) font à nouveau un mouvement de 24 h de grève, au moment où de nombreux transporteurs viennent charger du plâtre. Le 5, alors que la reprise devait avoir lieu à 8 h, les ouvriers de Saint-Pierre, voyant que 2 contre-maitres ont remis les

fours en marche depuis plusieurs heures, décident en assemblée générale et à l'unanimité de poursuivre la grève pendant 24 h. La direction s'engage alors à arrêter complètement l'usine pendant les grèves.

Dans l'unité complète de tous les travailleurs, Français et immigrés, la lutte continue pour la satisfaction des revendications. D'autres actions seront menées jusqu'à la victoire.

Correspondant HR de l'usine de Saint-Pierre